



**AUDIT, CONTRÔLE
ET LUTTE CONTRE LA FRAUDE
ET LA CORRUPTION**

RADAR FISCAL

Détecter le blanchiment, traquer la fraude, protéger les recettes de l'État

FRAC15		PARIS
2 SEMAINES	OPTION 1 : 4 900 € ⁽¹⁾ / OPTION 2 : 6 160 € ⁽²⁾	
du 07/12/2026 au 18/12/2026		
Concernant les coûts : (1) : L'option 1 comprend les frais pédagogiques et les frais annexes, la fourniture d'un kit pédagogique incluant un ordinateur portable et/ou une tablette numérique, la pause-café, la participation aux frais de déjeuner, les activités culturelles et touristiques, les déplacements en région parisienne et les services organisation et logistique de l'équipe CIFOPE. (2) : L'option 2 comprend, en plus de tous les éléments de l'option 1, l'hébergement et le petit déjeuner pendant toute la durée de la formation (7, 14 ou 21 nuits maximum). Les repas du soir et autres dépenses personnelles nécessaires ne sont pas pris en compte.		
		

www.cifopecr.com

RADAR FISCAL : Détecter le blanchiment, traquer la fraude, protéger les recettes de l'État

OBJECTIFS

Objectif général

Renforcer les capacités des agents de la Direction de Recherche à identifier, recouper et documenter les cas de fraude fiscale liés au blanchiment de capitaux, afin d'améliorer le ciblage des contrôles et de sécuriser les recettes de l'État.

Objectifs spécifiques

- Comprendre : les mécanismes et typologies du blanchiment de capitaux et leur articulation avec la fraude fiscale.
- Maîtriser : le cadre légal et institutionnel national et régional (CENAREF, GAFI, GABAC) applicable à la DGI.
- Identifier : les indicateurs d'alerte (red flags) et les secteurs à risque en RDC (mines, import-export, immobilier, transferts de fonds).
- Détecter précocement : les schémas de fraude et de blanchiment grâce à des outils modernes d'analyse de données et d'intelligence artificielle (scoring de risque, détection d'anomalies).
- Appliquer : des méthodes de contrôle fiscal adaptées à la détection de montages frauduleux et de prix de transfert abusifs.
- Chiffrer et documenter : l'impact de la fraude sur les recettes publiques pour appuyer les procédures de redressement.

THÈME ET MODULES PÉDAGOGIQUES

Module 1 — Enjeux et cadre légal de la lutte anti-blanchiment

Accueil, diagnostic des attentes, présentation des enjeux du blanchiment et de la fraude fiscale en RDC, cadre légal (loi anti-blanchiment, loi relative aux impôts, normes GAFI/GABAC).

Module 2 — Mécanismes du blanchiment de capitaux

Les trois phases (placement, empiilage, intégration), typologies récurrentes en Afrique centrale, secteurs à risque (mines, immobilier, import-export, transferts d'argent).

Module 3 — Fraude fiscale : formes et acteurs

Sous-déclaration, fausse facturation, prix de transfert abusifs, sociétés-écrans, commerce triangulaire, fraude à la TVA.

Module 4 — Lien blanchiment – fraude fiscale – finances publiques

Comment la fraude fiscale alimente le blanchiment ; impact sur l'assiette fiscale, le budget de l'État et les services publics ; étude de cas RDC (secteur minier, PME).

Module 5 — Outils d'analyse des risques

Cartographie des risques, indicateurs d'alerte (red flags), introduction à l'analyse financière et aux ratios suspects ; atelier pratique sur dossiers anonymisés.

Module 6 — Contrôle fiscal et détection

Techniques de contrôle sur pièces et sur place, analyse des flux bancaires, croisement des données (douanes, cadastre, registre du commerce).

RADAR FISCAL : Détecter le blanchiment, traquer la fraude, protéger les recettes de l'État

THÈME ET MODULES PÉDAGOGIQUES

Module 7 — Coopération institutionnelle

Rôle de la CENAREF (Cellule Nationale des Renseignements Financiers), collaboration DGI–DGDA–BCC–Justice, échange d'informations, secret bancaire et ses limites.

Module 8 — Intelligence artificielle et outils numériques de détection

Apports de l'intelligence artificielle à la détection (scoring de risque, détection d'anomalies, cartographie de réseaux de transactions), croisement de bases de données (cadastre, douanes, registre du commerce, système bancaire), démonstration d'outils, limites et vigilance humaine ; études de cas sectoriels RDC (mines, télécommunications, transferts d'argent).

Module 9 — Procédures de redressement et sanctions

Constitution du dossier de preuve, procédure contradictoire, pénalités fiscales, transmission au parquet, recouvrement des avoirs.

Module 10 — Simulation, évaluation et clôture

Étude de cas intégrée (simulation d'enquête complète), restitution des travaux de groupe, évaluation des acquis, plan d'action individuel, clôture officielle.

POUR QUI ?

Les fonctionnaires et employés des administrations publiques, gestionnaires et dirigeants au sein des administrations publiques, et professionnels de la conformité, de l'audit et de l'évaluation des performances au sein des administrations publiques.